

## **1<sup>er</sup> mai – Déclaration intersyndicale CGT, FSU, Sud Solidaires**

Une nouvelle fois le vote en faveur des thèses de l'extrême droite atteint des sommets tant au niveau national où la candidate FN est qualifiée pour le second tour de l'élection présidentielle qu'au niveau départemental où le FN passe la barre des 25%.

Pour notre pays, pour notre département, pour les salariées et salariés, pour les retraitées et les retraités, pour les étudiants et pour les privées et privés d'emploi c'est un nouveau signal d'alerte. C'est une nouvelle fois, le signe que l'absence de réponse aux urgences sociales constitue le terreau des thèses nationalistes, racistes et xénophobes.

Au second tour des élections pas une voix ne doit aller au Front national.

Ce qui s'est produit ce dimanche 23 avril 2017, c'est d'abord l'échec de la politique poursuivie durant la mandature.

En cinq ans le chômage, l'exclusion, la précarité et la pauvreté n'ont fait qu'augmenter. Les inégalités se sont creusées avec des riches toujours plus riches, des pauvres toujours plus pauvres. Des services et des entreprises publiques qui ont continué de subir la loi du libéralisme et les suppressions d'emploi. Des services publics mis en difficulté d'accomplir leurs missions ce qui a pour conséquence d'éloigner encore un peu plus de la République les populations victimes de la crise.

Nous ne pouvons que constater le naufrage d'une politique qui a renoncé dès les premiers mois à renégocier les traités européens et à tenir sa promesse de revenir à un âge de départ en retraite à 60 ans. Une politique qui a cédé chaque jour un peu plus au diktat du MEDEF. Une politique qui a produit la loi sécurisation de l'emploi, les lois Rebsamen et Macron, la loi travail. Qui a bloqué l'indice des fonctionnaires, le niveau des pensions et n'a pas permis le relèvement nécessaire du niveau du SMIC et de l'ensemble des salaires.

Ce n'est pas en proposant de poursuivre la remise en cause de notre système de protection sociale, en amplifiant la loi travail et une nouvelle suppression de postes dans la fonction publique avec le soutien des plus libéraux et du patronat que nous traiterons des causes du vote FN.

Pour toutes ces raisons, le 1<sup>er</sup> mai doit mobiliser largement celles et ceux qui aspirent à l'émergence d'une autre société et dénoncent la faillite d'un système politique aux institutions définitivement dépassées.

**Les organisations syndicales départementales CGT, FSU et Sud Solidaires de l'Hérault, appellent à tout mettre en œuvre pour combattre les idées du Front National. A poursuivre les débats et les mobilisations dans les entreprises et services pour l'abrogation de la loi Travail, la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, la reconquête de la protection sociale, de l'industrie et des services publics.**

**Elles donnent rendez-vous aux salariées et salariés, aux étudiants, aux privées et privés d'emplois, aux retraitées et retraités le 1<sup>er</sup> mai. À agir pour faire reculer l'extrême droite. Pas une voix du monde du travail ne doit aller vers le FN, ni au second tour de l'élection présidentielle ni aux législatives.**

**Faisons pression aux législatives pour qu'en juin nous ayons un parlement**

**Qui porte les aspirations des travailleuses, des travailleurs,**

**Défende les libertés individuelles et collectives**

**Assure le progrès social**

**C'est la responsabilité immédiate des forces politiques qui ont porté ces débats lors du 1<sup>er</sup> tour.**

**Manifestations : Montpellier 10h30 Place Zeus – Béziers 10h30 Bourse du travail – Sète 10h place de la mairie – Lodève 11h sous préfecture – Lunel 11h Statue Pescalune – Bédarieux 10h gare – Agde 11h promenade – Ganges 11h mairie**